

## Les Verts, partisans d'une Europe des ethnies



Le parti des Verts européens souhaite promouvoir les identités régionales au sein de l'Union européenne à 25. Leur carte prévoit candidement un remodelage complet de l'Europe, fragmenté en une kyrielle d'entités ethniques. Initialement soutenu par l'Allemagne qui, compte tenu de l'importance des populations germanophones, serait sortie seule renforcée de cette redistribution, ce projet est aujourd'hui porté de l'extérieur par le département d'État et des fondations états-uniennes. En effet, en application de la « Doctrine Wolfowitz », Washington considère comme prioritaire de priver les Européens de leurs États pour mieux les faire entrer dans un libre-marché globalisé. Pierre Hillard analyse cette ethno-Europe.

page 2

### Le programme économique d'un aspirant PDG

TRIBUNES LIBRES  
INTERNATIONALES

John Kerry a publié son programme économique. Comme pour l'ensemble de sa campagne, il se borne à dire que, s'il était élu, il ferait la même chose que George W. Bush, mais en mieux. Cependant le plus surprenant est pour la fin : Kerry assume pleinement que les États-Unis ne sont pas une démocratie politique, mais un État aux mains de multinationales. Il écrit donc que l'élection présidentielle sera « la réunion nationale des actionnaires » de l'entreprise USA.

page 12

REPÈRE : 17 SEPTEMBRE 1982

### La barbarie à Sabra et Chatila

Au Liban, les combattants de l'OLP, encerclés par l'armée israélienne ont été évacués vers la Tunisie. Dans les camps de réfugiés palestiniens, il ne reste plus que vieillards, femmes et enfants protégés par quelques miliciens. Le 14 septembre, Béchir Gemayel, le leader maronite élu président un mois plus tôt, est assassiné. Les milices chrétiennes, qui ont aidé Israël à chasser les Palestiniens, décident de se venger. Dans la nuit du 16 septembre 1982, les *Kataëb* prennent le contrôle des camps de Sabra et de Chatila. Pendant deux jours, méthodiquement, ils ratissent les habitations et assassinent des centaines d'habitants désarmés qui s'y terrent. Des enfants sont égorgés, des vieillards regroupés dans les ruelles et mitraillés... le tout en pleine vue des postes d'observation de l'armée israélienne qui laisse faire. Ariel Sharon, commandant de l'armée, prétendra ne pas avoir été au courant... mais la presse israélienne révèle ses contacts constants avec les phalangistes qu'il a armés et équipés. En Israël, les pacifistes manifestent par milliers pour réclamer un procès des responsables et la démission de Sharon et Begin... peine perdue. ■

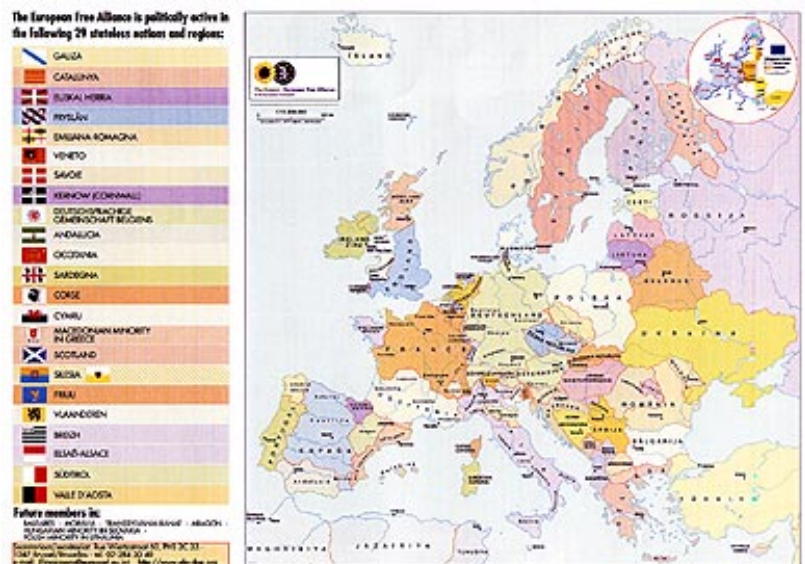


### OCCUPATION DE L'IRAK : BLAIR CHANGE SON FUSIL D'ÉPAULE

Après l'une des semaines les plus meurtrières depuis le renversement de Saddam Hussein en Irak, le Premier ministre britannique Tony Blair a décidé de changer son fusil d'épaule pour évoquer les combats. Il parle désormais d'un « nouveau conflit » qui viendrait s'ajouter à « Tempête du désert » de 1991 et à « Liberté en Irak » qui, d'après George W. Bush, a pris fin début mai 2003. Le conflit présent n'aurait donc rien à voir avec Saddam Hussein ou les armes de destruction massive. Non, cette fois c'est une guerre menée contre le « terrorisme global », ce qui, de l'avis du locataire de Downing Street, devrait mettre tout le monde d'accord pour rester jusqu'à ce que « le travail [soit] fini ». La résistance irakienne est donc pour M. Blair le symptôme d'une épidémie de terrorisme global, même si le plus haut gradé britannique, le général Sir Mike Jackson, a pour sa part affirmé qu'il s'agit bien d'une « guerre de contre-insurrection ». Voilà qui permet enfin de donner la définition du « terrorisme » selon la Coalition. ■

# Les Verts, partisans d'une Europe des ethnies

**Le parti des Verts européens souhaite promouvoir les identités régionales au sein de l'Union européenne à 25. Leur carte prévoit candidement un remodelage complet de l'Europe, fragmenté en une kyrielle d'entités ethniques. Initialement soutenu par l'Allemagne qui, compte tenu de l'importance des populations germanophones, serait sortie seule renforcée de cette redistribution, ce projet est aujourd'hui porté de l'extérieur par le département d'État et des fondations états-uniennes. En effet, en application de la « Doctrine Wolfowitz », Washington considère comme prioritaire de priver les Européens de leurs États pour mieux les faire entrer dans un libre-marché globalisé. Pierre Hillard analyse cette ethno-Europe.**



La carte de l'Europe telle que la souhaitent les Verts européens  
Pour visualiser la carte en grand format, téléchargez le document attaché en bas de cette page.

Les partisans de la fragmentation des États européens précisent leur projet. Dans un article précédent [1], nous avons eu l'occasion de présenter une **carte réalisée par le Parti Démocratique des Peuples d'Europe – Alliance Libre Européenne (PDPE-ALE)** siégeant au Parlement européen. Les partis indépendantistes présentés ne concernaient que les pays de l'Union européenne

à quinze. Déjà certains accèdent à une gloire toute nouvelle en décrochant la gestion de la politique régionale. C'est le cas de l'ERC (Esquerra Republicana de Catalunya) de Josep Lluís Carod Rovira, parti indépendantiste catalan qui seconde les socialistes du président de région Pasqual Maragall. Cependant, ces partis indépendantistes auraient une action limitée si les structures naissantes de l'Union européenne (UE) ne leur étaient aussi favorables. Or tout concourt dans les textes fondateurs de la construction européenne à donner une ampleur certaine aux revendications ethno-régionalistes. Le droit européen primant sur le droit national, les représentants politiques régionaux se sentent pousser des ailes pour faire entendre leurs revendications à Bruxelles. Le poids de ces partis les conduit à former des alliances politiques qui font basculer les régions en leur faveur. L'exemple espagnol lors des élections de décembre 2003 est particulièrement révélateur.

## Les exigences catalanes

Le parti socialiste catalan n'a pu arriver au pouvoir qu'en raison de l'appui intéressé et déterminant de l'ERC. Cet appui a contraint le président socialiste Pasqual Maragall de la région Catalogne à des accommodements atteignant le sommet de l'État espagnol. Ainsi, Pasqual Maragall a su rappeler aux barons du socialisme madrilène qu'en mars 2004 sur onze millions de voix pour le PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol), un million et demi étaient catalanes [2] Par conséquent, le gouvernement Zapatero du PSOE est dans l'obligation, pour se maintenir au pouvoir, de ménager la représentation politique catalane. Finalement, le suffrage universel se colore d'une vision ethnique et linguistique qui mine la démocratie espagnole. Le phénomène n'en est qu'à son début et, tout naturellement, le principe du vote identitaire se développera dans la péninsule ibérique.

Le président de l'ERC, Josep Lluís Carod Rovira, sait « gentiment » rappeler aux dirigeants socialistes que « *Nous avons voté l'investiture de José Luis Zapatero, mais ce n'est pas un chèque en blanc ! Le PSOE a l'opportunité de montrer que le gouvernement espagnol a un projet d'État qui n'est pas celui de la droite. On espère qu'il sera multilingue, multiculturel, multinational et fédéral (...), sinon l'option indépendantiste catalane va aller croissant* » [3].

Ce n'est sûrement pas l'effet du hasard si José Luis Zapatero reconnaît comme nécessaire le besoin de redéfinir « l'architecture » de l'État espagnol. Un des premiers effets de ce remodelage devrait être la traduction en langue basque, catalane et galicienne du Traité constitutionnel européen. Pour ces régionalistes, en particulier catalans, cette traduction est justifiée. Si des Estoniens, des Maltais ou des Danois numériquement moindres ont leurs propres versions, pourquoi « discriminer » les Catalans fort de leurs six millions et demi d'habitants.

## Les revendications basques

Un autre incendie promet de se prolonger bien au-delà de la période estivale ; c'est le Pays basque espagnol. En effet, le président du Pays basque, Juan José Ibarretxe, souhaite que sa région soit librement associée à l'Espagne avec une délégation nouvelle de pouvoirs (administratifs, judiciaires, droit à

l'autodétermination, ...) ainsi qu'une reconnaissance de la nationalité basque. Le Pays basque devrait même obtenir, selon ses défenseurs, une représentation directe à tous les niveaux des instances européennes [4]. Le débat politique doit commencer dès l'automne 2004 (plan Ibarretxe). Dans cette affaire, le gouvernement basque est composé des partis politiques suivants : PNV (Parti Nationaliste Basque, membre de l'Alliance Libre Européenne), Eusko Alkartasuna (membre de l'Alliance Libre Européenne) et Ezker Batua-Izquierda Unida (Gauche Unie). Les passions identitaires ne sont donc pas prêtes de s'éteindre surtout quand elles sont excitées de l'extérieur. Comme nous avons eu l'occasion de l'écrire, ces élans s'expliquent en raison du caractère favorable à la cause ethno-régionaliste des instances bruxelloises, mais aussi en raison des activités de troupes d'avant-gardes accueillant en leur sein ces partis indépendantistes permettant ainsi l'accélération de la fragmentation européenne. Le rôle grandissant et corrosif de l'Alliance Libre Européenne (ALE) dirigée depuis juillet 2004 par Ian Hughton (membre du Scottish National Party, SNP [5] alliée aux Verts (Verts/Alliance Libre Européenne : coprésidents Monica Frassoni et Daniel Cohn-Bendit) [6] est particulièrement significatif.

## L'alliance ALE-Verts

La plupart des partis politiques européens comme le PSE (Parti Socialiste Européen) et le PPE (Parti Populaire Européen) est acquise au principe du super État ainsi qu'à la délégation croissante de pouvoirs politiques aux régions. Mais pareil au leurre que l'on utilise pour les courses de lévriers, l'ALE joue un rôle d'entraînement car elle est à la pointe du combat. En mars 2004, ce parti politique a pris un nouvel essor en instaurant une association renforcée entre les différents mouvements indépendantistes régionaux. Ne s'appelant plus PDPE-ALE mais uniquement ALE (Alliance Libre Européenne), trente partis politiques régionaux ont signé à Barcelone la déclaration donnant naissance à ce parti politique européen. Un manifeste électoral, *Vers une Europe de la diversité*, a aussi été adopté [7]. Les dossiers prioritaires pour l'ALE sont : le combat en faveur d'une bicaméralisation, composée du Parlement européen (directement élu par les citoyens européens) et du Conseil ou Sénat (composé des représentants des entités territoriales autonomes), la reconnaissance de toutes les langues européennes, le transfert « *aux autorités décentralisées du contrôle et de la gestion des Fonds structurels* », « *la liberté de mettre en place une coopération interrégionale et transfrontalière en dehors de toute ingérence des États. Développement des eurorégions (régions européennes transcendant les frontières des Etats membres)* », le refus de toute discrimination fondée sur l'origine ethnique, religieuse, sexuelle (ndlr : conformément aux articles 21 et 22 de la **Charte des droits fondamentaux**) et l'instauration d'une politique étrangère commune pour l'Europe.

Ces « Tables de la Loi » sont amenées à peser lourd dans le paysage politique européen en raison de l'alliance entre ces partis régionalistes indépendants et les Verts. Ces derniers ont été les premiers à fonder en février 2004 « un parti Vert européen » à Rome réunissant sous un toit unique toutes les mouvances vertes des États de l'Union [8]. Les Verts d'outre-Rhin, les plus puissants d'Europe, véhiculent une pensée politique imprégnant désormais ce nouveau parti européen qui a bénéficié lors de son lancement de l'adoubement du

ministre des Affaires étrangères d'Allemagne, Joschka Fischer.



Congrès de Rome, février 2004.

Le journaliste Konrad Schuller du *Frankfurter Allgemeine Sonntagszeitung* s'est fendu d'un article consacré à la naissance de ce parti vert européen avec un titre sans nuances mais juste : « Sous direction allemande, les Verts du Continent » (Unter deutscher Führung, die Grünen des

Kontinenten) [9]. Il est vrai que les

principes défendus par les Verts/ALE correspondent aux documents germano-européens qui structurent de plus en plus l'Union. L'influence de ce parti est d'autant plus grande que l'on assiste à une multiplication des régions européennes se ralliant à la bannière de l'ALE ainsi qu'au rôle déterminant d'organismes travaillant au service du ministère de l'Intérieur allemand (BMI, Bundesministerium des Innern) comme l'**Union Fédéraliste des Communautés Ethniques Européennes (UFCE)** et l'**European Center for Minorities Issues (ECMI)** [10] Ainsi, de proche en proche, les thèmes chers à la spiritualité politique allemande comme la régionalisation et la reconnaissance du phénomène identitaire rentrent de plus en plus dans le débat politique des Etats de l'Union.

## La nouvelle carte de l'Europe

Avant d'avancer plus loin dans l'entrelacs identitaire, nous devons comparer l'évolution de ce phénomène avec la carte ci-jointe des Verts/Alliance Libre Européenne [11], élaborée au printemps 2004, avec celle de 1997. En partant d'Ouest vers l'Est, on constate que l'Espagne est fragmentée en trois régions supplémentaires par les Verts/ALE (l'Andalousie, l'Aragon et les Iles Baléares). Des régions italiennes comme la Vénétie et l'Émilie-Romagne ont, elles aussi, adhéré à ce parti. Cette nouveauté italienne est d'autant plus importante que ces régions appartiennent déjà à la communauté de travail Alpen-Adria, fille de l'institut germano-européen l'ARFE (Association des Régions Frontalières Européennes) [12] L'Alsace-Lorraine, étonnement intégrée au corps germanique (carte de 1997), se trouve détachée, formant une entité à part comme une sorte de terre d'Empire (Reichsland) d'avant 1914. Le phénomène est inverse pour la Savoie (rattachée à la France en 1997 mais détachée en 2004). Mais c'est l'Europe centrale qui connaît les plus grandes modifications. Avec l'élargissement à 25 depuis le 1er mai 2004, on assiste à une fragmentation des États européens sur la façade orientale de l'Allemagne. Le sud de la Lituanie avec sa minorité polonaise, la Silésie, la Moravie, le territoire sud le long de la Slovaquie, le Banat de Serbie, la Transylvanie roumaine (ces trois dernières régions sont à forte majorité hongroise) [13] et la Macédoine grecque (avec débouché sur la mer avec Salonique, port qui a connu et connaît tant de trafics) ont rallié les Verts/ALE. Même si une frontière d'État continue à exister entre l'Albanie et le Kosovo, la carte de 2004 présente cependant ces deux territoires avec la même couleur bleue. Ceci n'est sûrement pas dû à un manque de couleur. Ainsi, de part et d'autre des frontières occidentales et orientales de l'Allemagne ou, plus exactement, du corps germanophone, les

États de l'UE se fissurent, se craquèlent. Une multitude de nains régionaux entoure l'entité du centre de l'Europe qui, elle, ne bouge pas.

Le ralliement aux Verts/ALE, les caractéristiques et les objectifs de ces régions d'Europe centrale sont particulièrement bien résumés par Bartłomiej Swiderek, membre du bureau exécutif et responsable des affaires internationales du mouvement autonomiste silésien : « *La Silésie, ou plus précisément la Haute-Silésie où le Mouvement Autonomiste Silésien est politiquement actif, est considérée comme une « Région-Nation » située entre la Pologne, l'Allemagne et la Bohême. Il ne s'agit pas d'une nation au sens strict du terme, mais d'un mélange de composantes linguistiques, culturelles et identitaires, que ces éléments soient germaniques, polonais, tchèques ou seulement silésiens (...). La principale revendication du Mouvement Autonomiste Silésien est l'autonomie politique, fiscale et culturelle de la Silésie au sein d'une large communauté européenne de régions. Une telle autonomie devrait être calquée sur le modèle catalan ou plus généralement sur le système des Länder allemands ou autrichiens. En tant que mouvement fédéraliste, le Mouvement Autonomiste Silésien veut voir la Pologne se transformer en fédération de régions capables de jouer un rôle significatif au sein d'une Europe décentralisée (...). Nous sommes très actifs dans le domaine de la coopération inter-régionale avec des mouvements et partis politiques analogues à travers l'Europe, en particulier avec ceux qui appartiennent au parti de l'Alliance Libre Européenne des Peuples d'Europe. Nous tissons avec prudence des liens avec d'autres mouvements, ce qui signifie que nous coopérons seulement avec les partis politiques qui sont pleinement démocratiques, qui s'abstiennent de violence et ne représentent pas une position extrémiste. Au titre de nos partenaires, nous comptons ainsi la Ligue savoisiennne, le Parti Nationaliste Basque (PNV) et Solidarité Basque (Eusko Alkartasuna), le Plaid Cymru gallois ou le Parti Démocratique Morave. Comme l'Union européenne s'engage avec beaucoup d'enthousiasme dans les affaires régionales, nous considérons que cette structure est l'une de celles qui nous permettront de réaliser notre objectif : une Silésie autonome au sein d'une Europe des régions (...)* » [14]

Les principes défendus par ce Mouvement Autonomiste Silésien prennent une toute autre couleur au sein d'un parti européen comme les Verts/ALE qui amplifient ces revendications. Il est d'ailleurs intéressant de souligner que cette représentation silésienne a une représentation en Pologne (Rybnik) et à Bruxelles (ce qui est normal), mais aussi en Allemagne (à Bensheim) et aux ... États-Unis (à Clearwater) [15]. Cependant, derrière les structures des Verts/ALE et en liaison avec elle, prolifère une multitude d'instituts qui permettent les échanges et une politique commune entre tous ces mouvements régionalistes. Il n'est pas possible d'évoquer les multiples rencontres et colloques qui réunissent dans un front commun les partisans d'une Europe tribale. Toutefois, nous citerons quelques exemples décrivant la toile identitaire et le rôle significatif de l'Allemagne dans cette affaire.

### **Le rôle de l'Allemagne**

Le 49<sup>e</sup> Congrès de l'UFCE a eu lieu du 20 au 22 mai 2004 en Pologne au château de Kamien Slaski. Un haut fonctionnaire du ministère de l'Intérieur allemand, Detlev Rein (successeur de Rolf Gossmann) [16], encadrait cette

réunion où se pressait l'intelligentsia identitaire. L'équipe dirigeante de l'UFCE est internationale : suisse, croate, danoise ... Mais nous pouvons relever que cette équipe dirigeante de l'UFCE a un représentant britannique ou, plus exactement, cornouallais en la personne de Nigel Hicks (membre du Cornish Stannary Parliament) [17]. La collusion entre les Verts/ALE et l'UFCE se révèle en particulier avec la présence du Rainbow Party (parti macédonien de Grèce) qui est membre adhérent de ces deux entités [18]. Lors du congrès de l'ALE et du Rainbow Party, le 30 mai 2004 à Thessalonique, un des vices-présidents de l'UFCE, Bela Tonkovic, y participait au côté de Georg Nakratzas, conseiller aux affaires balkaniques de l'Alliance Libre Européenne [19]. Les liens transversaux se multiplient avec d'autres instituts qui entretiennent des liens avec le ministère de l'Intérieur allemand via l'UFCE. Ainsi, lors de son congrès en 1998 à Prague, l'UFCE accueillait Bojan Brezigar, président du Bureau for Lesser Used Languages (EBLUL) [20]. Or le vice-président de l'EBLUL, Jean-Luc Fauconnier, a participé à la conférence organisée par Eurig Wyn (député gallois du Plaid Cymru au sein de l'ALE) le 13 octobre 2003 afin de discuter de la création d'une Agence européenne pour la diversité linguistique [21]. À côté de ces dirigeants, se pressaient le dirigeant galicien du Bloque Nacionalista Galego (BNG) adhérent à l'Alliance Libre Européenne, Camilo Nogueira, un haut fonctionnaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE), John Packer, dont nous retrouvons la présence lors du congrès de l'UFCE à Bozen en 2003 [22] ou encore François Grin, membre de l'équipe dirigeante de l'ECMI [23]. Cet institut qui travaille en liaison avec le ministère de l'Intérieur allemand (un des fondateurs de l'ECMI est Manfred Carstens, haut fonctionnaire au BMI) [24] entretient lui aussi des liens étroits avec l'UFCE. Les représentants de l'ECMI, son directeur Marc Weller [25], et l'équipe dirigeante de l'UFCE se sont rencontrés le 31 mars 2004 afin de définir et de répartir les tâches entre les deux instituts [26] Tous ces contacts et échanges sur la question identitaire ont pris un tour certain avec la réalisation d'un programme intitulé *Déclaration de Bozen* le 1er mai 2004 sous l'égide de l'EURAC [27] (European Academie, Académie Européenne de Bozen fondée en 1992 à l'initiative du Sud-Tyrol) [28].

## La promotion identitaire

Suite à un colloque tenu dans cette ville les 30 et 31 janvier 2004 où plus de 90 ONG, experts et politiques [29] se pressaient, plusieurs objectifs ont été définis. Ainsi, l'accélération de la promotion identitaire dans toute l'Europe doit être améliorée grâce à la coopération entre le Conseil de l'Europe, l'OSCE et l'Union européenne. Par ailleurs, la protection des minorités doit devenir un des critères de l'Union européenne validant le respect des droits de l'homme par les différents États membres. Les signataires de cette *Déclaration de Bozen* sont entre autres : Bojan Brezigar (président de l'EBLUL), Michl Ebner, député italien germanophone au Parti Populaire Européen (PPE) à l'origine de l'adoption de la résolution en faveur des langues minoritaires et régionales et de la diversité linguistique (Commission de la culture, septembre 2003) [30]. Or c'est le même Michl Ebner que nous retrouvons lors du congrès de l'UFCE à Bozen en 2003 à côté d'ailleurs du secrétaire général de l'EBLUL, Markus Warasin [31]. A cette liste de signataires, nous retrouvons John Packer (OSCE), Marc Weller (directeur de l'ECMI), Joseph Marko proche de l'UFCE, un des éditeurs de la revue *Europa Ethnica* [32] et membre du comité consultatif de la

convention-cadre pour la protection des minorités (pour l'année 1999) [33] et Gabriel von Toggenburg, membre actif de l'EURAC et dont nous retrouvons la participation au congrès de l'UFCE au congrès de Bozen en 2003. En plus de cette *Déclaration de Bozen*, un ouvrage intitulé *Minority protection and the enlarged European Union - The way forward* [34] a vu le jour. Parmi les nombreux rédacteurs de ce livre, nous trouvons en plus de certains noms cités ci-dessus la participation de Rainer Hoffmann, président du comité consultatif en charge de vérifier la bonne application de la convention-cadre pour la protection des minorités (mais aussi membre de l'équipe dirigeante de l'ECMI) [35] et un des éditeurs de la revue *Europa Ethnica* proche de l'UFCE. Ce dernier personnage entretient un lien direct avec le gouvernement allemand. Rappelant la mission de Rainer Hoffmann, le ministère des Affaires étrangères allemand a rappelé clairement les origines de sa nomination : « *Le président actuel du Comité* (ndlr : de la convention-cadre pour la protection des minorités) *est un professeur de droit envoyé par le gouvernement fédéral (Professeur Dr. Rainer Hoffmann, Université de Kiel)* » [36].

Tous les travaux que nous relevons, connaissent une approbation et une application au plus haut sommet des instances européennes. En effet, même si l'EURAC remplit une fonction essentielle, une section spéciale de cet institut de Bozen s'occupe du processus d'intégration européenne en liaison avec la protection des minorités. C'est sous l'égide du PECEDE (*Platform for an Enriching Culturally and Ethnically Diverse Europe*) créé, outre par l'EURAC, par la Commission européenne et l'Open Society Institute (OSI) de George Soros [37] que s'élaborent les mesures identitaires [38] La portée de ces initiatives est complète lorsque l'on sait que l'ECMI, l'UFCE ou encore l'Académie Européenne de Bozen travaillent au sein du Conseil de l'Europe, en particulier dans la section consacrée à la bonne application de la convention-cadre pour la protection des minorités [39]. L'influence anglo-saxonne n'est pas à négliger puisque nous devons ajouter à ces instituts susmentionnés la participation du Minority Rights Group International (Londres) et du Project on Ethnic Relations (PER, Princeton, États-Unis). La présence du PER au sein des instances européennes fondée en 1991 et qui a pour mission de prévenir les conflits ethniques en Europe centrale et orientale, dans les Balkans et en Russie révèle aussi l'influence très intéressée des États-Unis. De nombreux organismes américains apportent leurs soutiens au PER. Doit-on s'étonner si on y trouve la Carnegie Corporation [40], le US Department of State, le Rockefeller BrothersFund, la Ford Foundation [41] ou le German Marshall Fund [42] pour ne citer que ces quelques organismes de soutien.

## Conclusion

Comme on peut le constater, la toile identitaire est vaste. En tout cas, l'abondance des textes et l'importance de leurs concepteurs placés à des secteurs clefs nous permettent d'affirmer que le processus de fragmentation de l'Europe ne peut que s'accélérer. Le SNP (membre des Verts/ALE) a déjà présenté le 16 septembre 2002 un projet de constitution écrite dans le cadre d'une Ecosse indépendante intitulé *A Constitution for a Free Scotland* [43] Les propos de John Swinney, dirigeant du Scottish National Party (SNP) affirmant en 2003 que l'Ecosse serait indépendante pour 2007 [44] sont révélateurs de l'optimisme qui règne parmi ces mouvements régionalistes. Que cela soit réalité



ou simples vœux un peu précipités de la part de ce dirigeant écossais, de tels propos manifestent la vigueur et l'ambition du SNP comme aussi de l'ensemble de ces partis régionalistes indépendantistes en Europe. Les dirigeants Verts/ALE sont donc appelés à être dans l'avenir de plus en plus satisfaits de la tournure des événements sur le vieux continent. Mais ne voient-ils donc pas qu'ils ouvrent en vérité une boîte de Pandore où instabilités, guerres et affaiblissement de l'Europe en général prendront de plus en plus les traits d'un immense chaos du type yougoslave ?

### **Pierre Hillard**

*Essayiste, auteur de **Minorités et régionalismes, Enquête sur le plan allemand qui va bouleverser l'Europe**, Editions François-Xavier de Guibert, 2002.*

---

Cet article est paru sous une forme légèrement différente dans *B.I.* n°91 (septembre 2004).

Pierre Hillard publiera en novembre prochain *De l'union euro-atlantique à l'État mondial* aux éditions François-Xavier de Guibert.

---

[1] « **L'Allemagne et l'Europe des ethnies** » par Pierre Hillard, *Voltaire*, 24 octobre 2002.

[2] *Le Monde* du 10 juin 2004. Article de Martine Silber

[3] Ibid.

[4] L'intégralité du plan Ibarretxe est disponible sur : [www.nuevoestatutodeeuskadi.net/docs/estatuvasco\\_fr.pdf](http://www.nuevoestatutodeeuskadi.net/docs/estatuvasco_fr.pdf) Voir aussi : *Déclaration institutionnelle du président Ibarretxe* (en particulier la composition du gouvernement de coalition basque. Deux partis sur trois, le PNV et Eusko Alkartasuna, sont membres des Verts/ALE) : [www.nuevoestatutodeeuskadi.net/docs/declaracion25-10-2003\\_fr.pdf](http://www.nuevoestatutodeeuskadi.net/docs/declaracion25-10-2003_fr.pdf)

La France avec le pays basque français est concernée par le plan Ibarretxe. Le préambule de ce plan stipule en particulier : « *Le peuple basque ou Euskal Herria est un peuple avec une identité propre au sein de l'ensemble des peuples d'Europe, dépositaire d'un patrimoine historique, social et culturel singulier, qui s'étend géographiquement sur sept Territoires actuellement articulés en trois domaines juridiques et politiques différents et qui se répartissent sur deux Etats* (ndlr : souligné par nous) (...). *L'exercice du droit du peuple basque à décider de son propre avenir se matérialise depuis le respect au droit des citoyens des différents espaces juridiques et politiques dans lesquels ce droit s'articule actuellement à être consultés pour décider de leur propre avenir. C'est-à-dire en respectant la décision des citoyens de l'actuelle Communauté Autonome basque, la décision des citoyens de la Communauté de Navarre, ainsi que celle des citoyens des territoires basques du Pays basque français – Iparralde – : le Labour, la Basse Navarre et la Soule.*

[5] [www.greens-efa.org/fr/press/detail.php?id=1975&lg=en](http://www.greens-efa.org/fr/press/detail.php?id=1975&lg=en)

[6] [www.greens-efa.org/fr/press/detail.php?id=1973&lg=fr](http://www.greens-efa.org/fr/press/detail.php?id=1973&lg=fr)

[7] [www.greens-efa.org/pdf/documents/EFAnewsletter/EFAnewsBarcelonaSpring2004.pdf](http://www.greens-efa.org/pdf/documents/EFAnewsletter/EFAnewsBarcelonaSpring2004.pdf)

[8] « *Grüne schaffen in Rom gemeinsame europäische Partei* » par Paul Badde, *Die Welt*, 21 février 2004.

[9] « *Unter deutscher Führung : die Grünen des Kontinents* » par Konral Schuller, *Frankfurter Allgemeine Sonntagszeitung* du 22 février 2004.

[10] Voir notre ouvrage *Minorités et régionalismes dans l'Europe fédérale des régions*, éditions François-Xavier de Guibert, pp. 149, 155, 183 et 184.

[11] **Membres des Verts/Alliance Libre Européenne en 2004** : Bloque Nacionalista

Galego (BNG), Chunta Aragonesista, Esquerra Republicana de Catalunya (ERC), Eusko Alkartasuna (EA), Fryske Nasjonale Partij, Liberta Emiliana-Nazione Emilia, Liga Fronte Veneto, Ligue savoisienne (qui a participé au congrès de l'UFCE à Haderslev en 1999), Lithuanian Polish People's Party, Mebbyon Kernow, Mouvement Région Savoie, Partei der Deutschsprachigen Belgier, Partido Andalucista, Parti Occitan, Partito Sardo d'Azione, Partitu di a Nazione Corsa, Plaid Cymru (Party of Wales), Rainbow-Vinozhito, Scottish National Party (SNP), Silesian Autonomy Movement, Slovenska Skupnost Spirit, Union démocratique bretonne, Union du Peuple alsacien, Union für Südtirol, Union Valdôtaine, Unitat Catalana.

**Observateurs** : Hungarian Federalist Party, Moravian Democratic Party, Partido Nacionalista Vasco, Parti Socialista de Mallorca i Menorca-Entesa Nacionalista, Transilvanian Party.

[12] Voir notre ouvrage *Minorités et régionalismes dans l'Europe fédérale des régions*, p. 242.

[13] On peut constater que ces trois ensembles correspondent aux frontières de la grande Hongrie durant la seconde guerre mondiale.

[14] *Diplomatie Magazine*, mars-avril 2003 – n°2, p. 61.

[15] [www.raslaska.org/ras/pol/index.htm](http://www.raslaska.org/ras/pol/index.htm)

[16] [www.fuen.org/pages/deutsch/d\\_5a\\_2002.html](http://www.fuen.org/pages/deutsch/d_5a_2002.html), *Pressemitteilung 2004 – 29*.

[17] [www.fuen.org/pages/deutsch/d\\_3\\_2002.html](http://www.fuen.org/pages/deutsch/d_3_2002.html), Präsidium, liste de l'équipe dirigeante de l'UFCE en 2004.

[18] Ibid., Ordentliche Mitglieder et [www.florina.org](http://www.florina.org)

[19] [www.fuen.org/pages/deutsch/d\\_5a\\_2002.html](http://www.fuen.org/pages/deutsch/d_5a_2002.html), Pressemitteilung 2004 - 31 : Kongress des European Free Alliance – Rainbow party, Konferenz am 30. Mai 2004 in Thessaloniki/Solun, FUEN (ndlr : UFCE) wird von Bela Tonkovic vertreten.

[20] [www.fuen.org/pdfs/19980524DocuPrague.pdf](http://www.fuen.org/pdfs/19980524DocuPrague.pdf)

[21] [www.plaidcymru.org/press031013.html](http://www.plaidcymru.org/press031013.html)

[22] [www.fuen.org/pdfs/20030908DOKU\\_BOZEN.pdf](http://www.fuen.org/pdfs/20030908DOKU_BOZEN.pdf)

[23] [www.ecmi.de/doc/about\\_staff.html](http://www.ecmi.de/doc/about_staff.html)

[24] *Statutes of the Foundation « European Centre for Minorities Issues »*, Flensburg, Editions ECMI, 29 janvier 1998, p. 9.

[25] [www.ecmi.de/doc/about\\_staff.html](http://www.ecmi.de/doc/about_staff.html)

[26] [www.fuen.org/pages/deutsch/d\\_5a\\_2002.html](http://www.fuen.org/pages/deutsch/d_5a_2002.html), *Pressemitteilung 2004 – 17*.

[27] [www.eurac.edu/Org/Minorities/ELD/Projects/Pecede/Policy\\_Recommandations.htm](http://www.eurac.edu/Org/Minorities/ELD/Projects/Pecede/Policy_Recommandations.htm), liste des signataires à la fin de la *Déclaration de Bozen*.

[28] [www.eurac.edu/About/history\\_de.htm](http://www.eurac.edu/About/history_de.htm)

[29] [www.eurac.edu/Org/Minorities/ELD/Projects/Pecede/The\\_Conference.htm](http://www.eurac.edu/Org/Minorities/ELD/Projects/Pecede/The_Conference.htm) On peut y lire le curriculum vitae des participants dont ceux de Rainer Hoffmann et de Marc Weller.

[30] [www.welcomeurope.com/news\\_info.asp?idnews=1213](http://www.welcomeurope.com/news_info.asp?idnews=1213)

[31] [www.fuen.org/pdfs/20030908DOKU\\_BOZEN.pdf](http://www.fuen.org/pdfs/20030908DOKU_BOZEN.pdf). On trouve parmi les participants au Congrès de l'UFCE en 2003 : Bruno Hosp (membre actif au sein de l'Assemblée des Régions d'Europe, ARE), Ulrich Bohner (membre dirigeant du Congrès des Pouvoirs Locaux et Régionaux d'Europe, CPLRE), mais aussi John Packer (OSCE), Gabriel von Toggenburg (EURAC) ou encore Jochen Welt, haut fonctionnaire au sein du gouvernement allemand chargé de l'intégration en Allemagne des réfugiés germaniques originaires d'Europe centrale et orientale ainsi que de la conservation des minorités

allemandes dans tout l'est européen.

[32] *Europa Ethnica*, éditions Braumüller, prologue. Dans la liste des éditeurs de cette revue, nous trouvons aussi Rainer Hoffmann dont le rôle au sein des instances européennes est incontournable.

[33] Voir notre ouvrage *Minorités et régionalismes dans l'Europe fédérale des régions*, p. 188

[34] [www.eurac.edu/Org/Minorities/ELD/Projects/Pecede/The\\_book.htm](http://www.eurac.edu/Org/Minorities/ELD/Projects/Pecede/The_book.htm) (avec liste des contributions).

[35] [www.ecmi.de/doc/about\\_board.html](http://www.ecmi.de/doc/about_board.html) Il faut souligner aussi la présence au sein de l'ECMI du haut fonctionnaire au ministère de l'Intérieur allemand, Detlev Rein, agent de liaison avec l'UFCE. Voir note de bas de page numéro 16.

[36] [www.auswaertiges-amt.de/www/de/aussenpolitik/menschenrechte/mr\\_inhalte\\_ziele/mrb6/teil\\_a/9/9\\_6\\_html](http://www.auswaertiges-amt.de/www/de/aussenpolitik/menschenrechte/mr_inhalte_ziele/mrb6/teil_a/9/9_6_html) Le comité consultatif en charge de vérifier la bonne application de la convention-cadre pour la protection des minorités a été remanié. Depuis juin 2004, Rainer Hoffmann n'est plus président.

[37] « **George Soros, spéculateur et philanthrope** », *Voltaire*, 15 janvier 2004.

[38] [www.eurac.edu/Org/Minorities/ELD/Projects/Pecede/Index.htm](http://www.eurac.edu/Org/Minorities/ELD/Projects/Pecede/Index.htm)

[39] [www.coe.int](http://www.coe.int), rubrique Droits de l'homme, section minorités nationales.

[40] « **La Fondation Carnegie pour la paix internationale** », *Voltaire*, 25 août 2004.

[41] « **LafondationFord,paravent philanthropique de la CIA** » et « **Pourquoi la Fondation Ford subventionne la contestation** » par Paul Labarique, *Voltaire*, 5 et 19 avril 2004.

[42] [www.per-usa.org/brochure.htm](http://www.per-usa.org/brochure.htm)

[43] [www.greens-efa.org/pdf/documents/EFAnewsletter/EFAnewsSept-Oct2002.pdf](http://www.greens-efa.org/pdf/documents/EFAnewsletter/EFAnewsSept-Oct2002.pdf), p. 6.

[44] [www.greens-efa.org/pdf/documents/EFAnewsletter/EFAnewsMarch-April2003.pdf](http://www.greens-efa.org/pdf/documents/EFAnewsletter/EFAnewsMarch-April2003.pdf), p. 12.

## Documents



JPEG - 229.7 ko, 1200 x 856 pixels

# Le programme économique d'un aspirant PDG

## Analyse

Paul Glastris, ancien conseiller de Bill Clinton, prodigue ses conseils au candidat Kerry dans le *New York Times*. Il approuve l'engagement de retirer d'ici quatre ans les troupes d'Irak, mais souligne que Kerry serait plus crédible s'il reconnaissait s'être trompé en votant pour la guerre. Il l'incite aussi à se prononcer pour la création d'une nouvelle alliance face au terrorisme sur le modèle de ce que fut l'OTAN face au communisme. Cet exercice révèle l'identité profonde entre les deux candidats et la classe dirigeante washingtonienne : tous s'accordent pour une politique impériale au cours de laquelle les rebelles seront neutralisés au nom de la lutte contre le terrorisme.

Dans le même quotidien, l'ancien sénateur démocrate Bob Kerrey se félicite du ton plus mordant adopté ces derniers jours par John Kerry, quoi qu'il soit encore trop doux. Donnant lui aussi des conseils qui ne lui ont pas été demandés, il insiste dans le même quotidien pour que le candidat aborde enfin la question du commerce. En effet, en vertu des accords de l'OMC, que Washington a imposé au reste du monde, les quotas protectionnistes dans de nombreux domaines prendront fin l'année prochaine. Il en résultera le même phénomène que dans les États qui ont déjà renoncé à leur protection douanière : des importations massives de biens à faible valeur ajoutée et des pertes, tout aussi massives, d'emplois dans les secteurs concernés. Mais Kerrey ne propose aucune solution, il se contente de préconiser la tenue d'une conférence nationale sur ce sujet.

Cependant, John Kerry a déjà publié son programme économique dans le *Wall Street Journal*. Comme pour l'ensemble de sa campagne, il se borne à dire que,

s'il était élu, il ferait la même chose que George W. Bush, mais en mieux. Il insiste toutefois sur quatre points :

- ▶ Il se propose de s'opposer aux délocalisations. Mais on ne voit pas comment, dans un système capitaliste libéral, il peut affirmer que les entreprises US sont les plus compétitives du monde (ce qui est factuellement faux) et qu'il ne faut pas délocaliser les métiers à faible valeur ajoutée.
- ▶ Il annonce qu'il réduira les impôts (leitmotiv obligatoire) et qu'il baissera le coût des dépenses de santé pour les classes moyennes. C'était déjà une promesse du couple Clinton et elle fut enterrée en cours de mandat. Depuis **les choses ont considérablement empiré**. Comme ses prédécesseurs, Kerry entend réaliser des économies sur la paperasse, mais le vrai problème, c'est le prix des médicaments fixé unilatéralement par les laboratoires. À ce sujet, il déclare qu'il n'hésitera pas à prendre des mesures, mais se garde bien de dire lesquelles.
- ▶ Il souligne vouloir restaurer la compétitivité des entreprises (alors que quelques lignes plus haut, il affirmait qu'elle était la meilleure du monde), notamment en relançant la recherche dans les domaines où Buh les a fermé pour cause de fondamentalisme chrétien.
- ▶ Enfin, il proclame vouloir diminuer le déficit public de moitié en quatre ans sans donner la moindre indication crédible de sa méthode. Mais le plus surprenant est pour la fin. Kerry assume pleinement que les États-Unis ne sont pas une démocratie politique, mais un État aux mains de multinationales. Il écrit donc que l'élection présidentielle sera « la réunion nationale des actionnaires » de l'entreprise USA. Et l'on comprend bien que, dans ce système, les citoyens de base n'auront pas plus droit au chapitre que les actionnaires minoritaires des grandes sociétés.

Mic R. Dinsmore, responsable de la sécurité du port de Seattle, alerte ses concitoyens sur les dangers d'attentat dans les ports états-uniens et la paralysie de l'économie fédérale qui s'en suivrait. On peut en effet tout imaginer. Cette tribune, publiée par le *Washington Post*, étaye **les mises en garde du général Ralph E. Eberhart**, commandant en chef des forces du Nord. Elle peut à la fois justifier de nouveaux crédits pour la lutte anti-terroriste et d'une extension des pouvoirs du Commandement du Nord, jusqu'ici compétent pour les seules questions aériennes et terrestres, mais pas maritimes.

Et puisque l'on joue à se faire peur, Graham Allison, ancien conseiller de Bill Clinton, apporte ses fantasmes personnels à la paranoïa aiguë qui frappe les États-Unis. Il révèle dans le *Los Angeles Times*, qu'en octobre 2001, la NEST (un service secret du département de l'Énergie) fut chargée de rechercher à New York une bombe nucléaire qui, selon la CIA, y avait été placée par Al Qaïda. Elle ne fut pas trouvée et n'a pas encore explosé. D'autres bombes peuvent avoir été fabriquées depuis et placées dans d'autres villes. D'autant que divers États sont susceptibles de se livrer à du trafic de matières radioactives.

Enfin, dans un entretien accordé au *Figaro*, le secrétaire d'État français aux Affaires étrangères, Renaud Muselier, récuse à son tour le qualificatif de « génocide » pour désigner les massacres perpétrés au Darfour, utilisé par les États-Unis et le Royaume-Uni. Adoptant partiellement **le point de vue du gouvernement soudanais**, auquel nous avons donné la parole dans ces colonnes, il confirme que Khartoum participe à la solution de la crise humanitaire.

**Réseau Voltaire**

## Paul Glastris



Ancien rédacteur des discours de Bill Clinton, Paul Glastris, est rédacteur en chef du *Washington Monthly*.

### « Mener bataille contre le président »

Source : International Herald Tribune

, New York Times

Référence : « Bringing the Battle to the President » par Paul Glastris, *New York Times*, 19 septembre 2004.

« On security, bring the battle to the president », *International Herald Tribune*, 20 septembre 2004.

**John Kerry** va perdre l'élection à moins qu'il tourne la question de la sécurité nationale à son avantage. C'est ce qu'il a commencé à faire quand il a reproché à **George W. Bush** dans son discours de mardi à Las Vegas de ne pas être honnête concernant l'Irak. Plus tôt, dans un discours sur l'économie, il s'était également montré plus offensif contre le président en condamnant la tendance de Bush de blâmer les autres pour ses erreurs. Cette stratégie générale visant à démontrer que les échecs politiques de Bush sont la marque de sa faiblesse de caractère est la bonne, mais elle fonctionnerait mieux si Kerry faisait preuve de caractère et reconnaissait sa propre responsabilité dans les problèmes en Irak en ayant voté en faveur de cette guerre.

Kerry a affirmé qu'il allait retirer nos troupes d'Irak avant quatre ans. C'est la bonne politique, mais il faut qu'il formule mieux cette proposition en affirmant qu'une nation ne peut pas gagner sa liberté si elle ne se bat pas pour elle et que le président sape la motivation des Irakiens en laissant croire que l'Amérique se battra à leur place. Il faut entraîner les Irakiens, mais ce sera à eux de choisir leur destinée.

Kerry doit également présenter un plan pour mieux combattre Al Qaïda. Il a promis d'être plus proche des alliés, mais il faut qu'il reconnaisse également les limites du système international actuel et qu'il demande la création d'une nouvelle alliance qui sera à la guerre au terrorisme ce que l'**OTAN** était à la Guerre froide.

## Bob Kerrey



Président de la New School University de New York, Bob Kerrey est membre de la Commission d'enquête sur 11 septembre et ancien sénateur démocrate du Nebraska.

### « Rassembler les dirigeants américains pour parler de commerce »

Source : International Herald Tribune

, New York Times

Référence : « Trading Up », par Bob Kerrey, *New York Times*, 19 septembre 2004.

« Get America's leaders together to talk about trade », *International Herald Tribune*, 20 septembre 2004.

Jusqu'ici, la campagne présidentielle a traité du Vietnam, de l'Irak et de l'économie, mais pas du commerce. **John Kerry** doit y accorder plus d'importance. J'aimerais que Kerry annonce qu'après son élection, il organisera un sommet annuel sur le commerce international et la globalisation à Columbus dans l'Ohio. Ce rassemblement regrouperait les dirigeants états-uniens dans les domaines économiques, politiques et de l'éducation et il y serait question d'un certain nombre d'objectifs : réduire le déficit commercial des États-Unis, accroître la taille de la classe moyenne, assurer à tous les bénéficiaires de la santé et de la retraite, soutenir l'investissement et construire une agriculture qui préserve les communautés rurales et les ressources naturelles.

Le commerce est une question essentielle pour l'économie états-unienne car, déjà, 25 % des vêtements en Amérique sont produits en Chine. Ce chiffre sera plus important encore lorsque, l'année prochaine, les quotas disparaîtront. Ce sont des millions d'emplois qui vont être perdus et des millions d'Américains deviendront pauvres et dépendants du gouvernement. Kerry a résisté à la pression des démocrates qui lui demandaient des mesures protectionnistes et il a défendu une politique d'augmentation des dépenses publiques pour que les Américains puissent avoir une couverture maladie. Il a aussi préconisé de s'attaquer aux politiques fiscales favorisant les délocalisations. Cela ne sera cependant pas suffisant et ce sujet divise de plus en plus les Américains. Voilà pourquoi il faut organiser de grandes réunions pour orienter nos politiques commerciales.

## John F. Kerry



John Kerry est sénateur démocrate du Massachusetts et candidat à l'investiture démocrate pour l'élection présidentielle états-unienne de 2004.

### « Ma politique économique »

Source : Le Monde

, Wall Street Journal

Référence : « My Economic Policy », par John Kerry, *Wall Street Journal*, 15 septembre 2004.

« Ma politique économique », *Le Monde*, 17 septembre 2004.

Où que j'aille dans le pays, je rencontre des commerçants ou des entrepreneurs qui s'accordent à dire que l'Amérique peut mieux faire avec une administration qui favorise davantage les entreprises. Des directeurs de société comme Warren Buffett, Lee Iacocca et Robert Rubin soutiennent ma campagne parce qu'ils pensent que les entreprises se porteraient mieux si nous changions nos PDG. Depuis janvier 2001, l'économie a perdu 1,6 million d'emplois dans le secteur privé. La famille moyenne a vu ses revenus diminuer de plus de 1 500 dollars, tandis que les dépenses de santé augmentaient de plus de 3 500 dollars. C'est la première fois en plus de soixante-dix ans que l'investissement et les exportations ont baissé pendant un mandat présidentiel. Pour la première fois, notre déficit commercial a dépassé les 5 % du volume économique. Nous avons un déficit public record. La seule chose que fait **George W. Bush**, c'est d'utiliser des excuses.

En faisant les bons choix économiques, l'Amérique peut mieux faire. Les entreprises et les travailleurs américains sont les plus résistants, les plus productifs et les plus innovateurs du monde. Ma politique économique va s'articuler autour de quatre points :

- ▶ **Créer de bons emplois** : Je suis favorable à l'ouverture commerciale, mais il faut combattre les délocalisations en nous attaquant à toutes les incitations qui encouragent les entreprises à délocaliser. Aujourd'hui, les contribuables dépensent 12 milliards de dollars par an pour subventionner l'externalisation des emplois. Mon projet prendrait l'ensemble des 12 milliards de dollars économisés en fermant chaque année ces portes de sortie et les utiliserait pour diminuer les taux d'imposition des sociétés de 5 %. Les entreprises américaines sont les plus compétitives du monde ; pourtant, lorsqu'il s'agit d'appliquer les accords commerciaux, l'administration Bush refuse de montrer à nos concurrents que nous parlons affaires. Cela n'est pas seulement coûteux en emplois, mais menace aussi d'éroder le soutien au libre-échange et à une économie de plus en plus mondialisée.
- ▶ **Réduire les impôts et le coût de la santé pour les classes moyennes** : les familles sont de plus en plus coincées entre des revenus en baisse et des prix en hausse pour tout ce qui va de la santé à l'éducation. Mais la spirale des coûts de la santé et de l'énergie étrangle aussi les entreprises. Les réductions d'impôts seraient étendues et rendues permanentes pour 98 % des Américains. J'ai proposé un plan pour la santé qui augmenterait la couverture tout en réduisant les coûts. Il s'appuie sur le système actuel en le renforçant, donne aux patients le choix de leur médecin et offre de nouvelles incitations au lieu d'imposer de nouvelles obligations. Nous dépensons également plus de 350 milliards de



dollars par an en papeterie dans le domaine médical, sans parler de ce que coûtent les examens répétés ou superflus. Mon projet modernisera notre technologie de l'information, créera des archives médicales électroniques confidentielles. Je n'aurai pas peur de m'attaquer au coût des médicaments prescrits et des erreurs médicales.

► Restaurer la compétitivité américaine : l'Amérique est tombée au 10<sup>e</sup> rang mondial pour les technologies du haut débit et quelques-uns de nos meilleurs scientifiques sont encouragés à aller travailler à l'étranger à cause des restrictions du budget fédéral de la recherche sur les cellules souches. Le président Bush a proposé de réduire 21 des 24 domaines de recherche si importants pour la croissance à long terme. Nous devons investir dans la recherche et favoriser fiscalement le développement de l'ADSL dans les régions rurales. Il faut aussi inciter nos jeunes à finir leurs études, surtout les femmes et les membres des minorités ethniques.

► Réduire le déficit et rétablir la confiance en l'économie : George Bush propose de nouvelles dépenses, mais pas de réduire le déficit public. Les Américains peuvent avoir confiance en ma promesse de réduire le déficit parce que mes antécédents viennent à l'appui de mes paroles. Je rétablirai la discipline fiscale et je réduirai de moitié le déficit en quatre ans. Je n'attends pas l'année prochaine pour changer le ton de la discipline fiscale. Tous les jours de ma campagne, j'explique comment je finance toutes mes propositions. Il ne sera pas facile de nettoyer le désordre fiscal installé par Bush.

Le 2 novembre se tiendra notre réunion nationale d'actionnaires. Sur le bulletin de vote, il y aura le choix entre continuer avec la politique du président Bush ou revenir à la fiscalité saine et à la politique de croissance qui ont si bien réussi dans les années 1990. Vous choisirez.

## Mic R. Dinsmore



Mic R. Dinsmore est président du port de Seattle et membre des conseillers du président de la National Defense Transportation Association.

### « Rendre nos ports plus sûrs »

Source : *Washington Post*

Référence : « Make Our Ports Safer », par Mic R. Dinsmore, *Washington Post*, 17 septembre 2004.

**Tom Ridge** a déclaré devant des responsables de Seattle qu'il dormait mieux à présent car notre pays était mieux protégé contre une attaque terroriste. Je lui ai répondu que j'étais heureux pour lui, mais que moi je ne dormais pas mieux. Je respecte le travail effectué par Ridge, mais aux États-Unis nous avons 361 ports fluviaux et maritimes, visités chaque année par 50 000 bateaux dont 8100 étrangers. Chaque jour, 21 000 containers entrent sur le territoire et nous ne pouvons en vérifier que 4 à 6 %. Il suffirait pourtant d'un seul container contenant des agents chimiques ou biologiques pour mettre notre commerce à genoux. En effet, un tel attentat bloquerait longtemps nos ports et notre économie.

Après le 11 septembre, nous avons fait une étude sur la sécurité des transports et nous sommes peut-être allés trop loin concernant les avions, mais nous n'avons pas assez fait concernant les ports. Les transports aériens sont plus

sûrs grâce au renforcements des portes des cockpits et au changement d'attitude des passagers, mais le coût est trop élevé pour les passagers et pour le pays. Par contre, pour les ports, nous avons moins de moyens alors que le problème est plus complexe. Nous avons fait des progrès, mais ils sont insuffisants et il faut plus de moyens. Les autorités doivent donner des lignes de conduites claires. Le port de Seattle a déjà pris des mesures et joue ainsi un rôle pionnier pour notre pays.

## Graham Allison



Ancien directeur de la Kennedy School of Government de l'université d'Harvard, Graham Allison a été assistant du secrétaire à la Défense états-unien pour la Russie et les pays de l'ex-URSS durant le premier mandat de Bill Clinton. Il est aujourd'hui l'un des conseillers de John Kerry.

### « Un cauchemar évitable »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Preventable Nightmare », par Graham Allison, *Los Angeles Times*, 19 septembre 2004.

En octobre 2001, une équipe top-secrète a été envoyée à New York pour chercher une bombe nucléaire qui aurait pu être placée là par Al Qaïda. Selon un agent de la CIA, Al Qaïda avait acquis une arme nucléaire produite en URSS et l'avait caché dans la ville. Sous le couvert du secret, même **Rudolph Giuliani** n'était pas au courant, la Nuclear Emergency Search Team (NEST) commença la chasse à la bombe. NEST était une équipe composée d'experts sous couverture. Alors que l'équipe NEST travaillait à New York, **Dick Cheney** fut envoyé dans un site secret car **George W. Bush** craignait qu'Al Qaïda ait également caché une bombe dans la capitale.

La bombe supposée être à New York ne fut jamais retrouvée, mais la menace était crédible et elle est encore plus forte aujourd'hui. Ben Laden a présenté la possession d'une bombe nucléaire comme un « devoir religieux » et, bien que New York soit la cible la plus probable, Al Qaïda est capable, et désireuse, de mener des attaques contre d'autres villes. Où Al Qaïda pourrait-elle acquérir une bombe nucléaire ? La Russie est la source la plus probable car c'est ce pays qui a le plus de bombes nucléaires en comparaison avec sa vulnérabilité. Le Pakistan arrive en deuxième position. **Pervez Musharraf** m'a assuré que son pays ne représentait aucun danger, mais il a été prouvé que le père de la bombe pakistanaise avait alimenté un réseau de marché noir. On peut aussi penser à la Corée du Nord.

Toutefois, contrairement au terrorisme bactériologique, le terrorisme nucléaire peut être évité en organisant un programme mondial de sécurisation des installations existantes et en interdisant la constitution de nouvelles capacités d'enrichissement de l'uranium et du plutonium. Il faut également interdire l'émergence de nouvelles nations nucléaires.

## Renaud Muselier



Renaud Muselier est secrétaire d'État UMP aux Affaires étrangères français.

## « L'ONU doit enquêter sur les exactions »

Source : Le Figaro

Référence : « L'ONU doit enquêter sur les exactions », par Renaud Muselier, *Le Figaro*, 17 septembre 2004. Ce texte est adapté d'une interview.

La qualification de génocide utilisée aux États-Unis pour qualifier la situation au Darfour n'a été reprise ni par **Kofi Annan** ni par Jan Pronk, le représentant spécial pour le Soudan, dans son rapport sur la situation, ni par Médecins sans frontières, ni par moi quand je me suis rendu sur place en juin. Il est toutefois évident que le Darfour fait face à une crise grave du point de vue humanitaire ou des Droits de l'homme même si, depuis la résolution 1556 que la France avait co-parrainé, l'aide humanitaire y parvient. Cependant, les attaques des milices arabes Janjawids se poursuivent. Le gouvernement soudanais semble décidé à faire quelque chose pour désarmer les milices, à nous de l'aider.

Plusieurs ministres français se sont déjà rendus à Khartoum et dans le Darfour pour trouver une solution à la crise. Sur le volet humanitaire, les soldats français ont acheminé près de 200 tonnes de vivres pour venir en aide aux 200 000 personnes réfugiées sur le territoire tchadien. Cet automne, dès la fin de la saison des pluies, je retournerai au Darfour pour faire un état des lieux et savoir si la mobilisation internationale a permis d'éviter un drame humanitaire. Il est urgent d'accroître la sécurité autour des camps de réfugiés pour rétablir la confiance et organiser le retour des gens dans les villages. Il ne faut pas oublier que tous les retards pris à cause de la crise au Darfour se répercutent sur le règlement du conflit du sud du pays.

## Voltaire

*Voltaire* est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

**Directeur de la publication** : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

**Prix au numéro** (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$ ; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$ ; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$ ; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

### Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : [www.reseauvoltaire.net/abonnement.php](http://www.reseauvoltaire.net/abonnement.php) .